

\* \* \* \* \*

**ARRETE MODIFIANT TEMPORAIREMENT**

**L'ARRETE DE POLICE A L'INTERIEUR  
DES LIMITES ADMINISTRATIVES  
DU PORT DE CAEN-OUISTREHAM**

**« Réglementation temporaire de la circulation – rue du Canal – BLAINVILLE-SUR-ORNE – réfection  
de l'enrobé au passage à niveau »**

\*\*\*\*\*

**Le Président du Syndicat Mixte Ouvert Ports de Normandie**

\*\*\*\*\*

**VU** le code général des collectivités territoriales ;

**VU** le code des transports ;

**VU** le code de la route ;

**VU** le code de l'environnement ;

**VU** l'instruction ministérielle sur la signalisation routière du 24 novembre 1967 modifiée ;

**VU** les conventions de transfert en date des 29 et 30 décembre 2006 portant application des articles 30 et 104 de la loi de décentralisation n°2004-809 du 13 août 2004, relatif aux modalités de mise en œuvre du transfert de compétence et de propriété des ports de Dieppe, de Cherbourg et de Caen-Ouistreham ;

**VU** l'arrêté préfectoral portant adhésion du syndicat mixte du port de Dieppe au syndicat mixte des ports de Caen-Ouistreham et de Cherbourg ;

**VU** l'arrêté préfectoral en date du 21 février 1968 réglementant la circulation sur les routes, allées de desserte et terre-pleins du Port de Caen-Ouistreham ;

**VU** l'arrêté n°2021-066 en date du 31 août 2021, portant délégation de signature du Président du Syndicat Mixte Ports de Normandie ;

**CONSIDERANT** les travaux de réfection de l'enrobé au passage à niveau, traversant la rue du Canal à Blainville-sur-Orne, réalisés par l'entreprise MASTELLOTTO, il est nécessaire de réglementer temporairement la circulation.

**ARRETE**

**Article 1 :** La circulation, en ce compris le trafic cycliste et le cheminement piétonnier, sera **temporairement interdite le 2 février 2026**, dans les deux sens de circulation, du rond-point (intersection avec l'avenue des Canadiens et la rue de la Mer) au poste de garde de la rue du Canal, à Blainville-sur-Orne, conformément au plan joint, afin de permettre la réalisation des travaux par l'entreprise MASTELLOTTO.

Une **déviatio**n sera mise en place par les services techniques de la CCI CAEN NORMANDIE, concessionnaire du port, et l'entreprise MASTELLOTTO.

**Article 2 :** Une signalisation adéquate ainsi que des moyens de sécurité (barrières ou autres) seront mis en place par l'entreprise MASTELLOTTO et les services techniques de la CCI CAEN NORMANDIE pendant les travaux afin de garantir la sécurité des **usagers**, y compris pour les **piétons et les cyclistes**, conformément à la réglementation en vigueur. La signalisation doit toujours être adaptée, cohérente, crédible, lisible et entretenue.

La pose, le maintien et la dépose de la signalisation ainsi que des moyens de sécurité seront à la charge de l'entreprise MASTELLOTTO et des services techniques de la CCI CAEN NORMANDIE.

**Article 3** : Toutes infractions aux dispositions énoncées aux articles précédents seront constatées et poursuivies conformément aux lois et aux règlements en vigueur.

**Article 4** : Monsieur le Directeur Général du SYNDICAT MIXTE OUVERT PORTS DE NORMANDIE, l'entreprise MASTELLOTTO et le Directeur des Equipements Portuaires de la CCI CAEN NORMANDIE sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Article 5** : Une ampliation sera adressée à :

- L'entreprise MASTELLOTTO pour exécution et affichage ;
- Monsieur le Directeur des Equipements Portuaires de la CCI CAEN NORMANDIE pour exécution et affichage ;
- Monsieur le Maire de BLAINVILLE-SUR-ORNE pour information et affichage ;
- Monsieur le Président du Conseil Départemental du Calvados ;
- Monsieur le Commandant du Port de Caen-Ouistreham ;
- Monsieur le Commandant du Service d'Incendie et de Secours du Calvados ;
- Monsieur le Commandant du Groupement de Gendarmerie du Calvados.

**Saint-Contest, le 21 janvier 2026**

**Pour le Président du Syndicat Mixte  
et par délégation  
Le Directeur Général**

**Philippe DEISS**

**Annexe : PLANS**

**Affiché le :**

*Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Caen dans le délai de 2 mois à compter de son caractère exécutoire. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).*